



MEDIAPART – LA DÉCOUVERTE



# REVUE DU **CRIEUR**



QUAND LES  
ULTRA-RICHES SE  
PRÉPARENT AU PIRE

LE SPECTACLE  
VIVANT, SE RÉINVENTER  
OU DISPARAÎTRE

**07**

BEAUBOURG,  
UTOPIE ROUILLÉE

A stylized graphic at the top of the page features a white circle with a dark blue crescent shape above it, resembling a sun or moon. Below this, the background is composed of large, curved, overlapping shapes in shades of yellow and light blue, creating a sense of movement and depth.

# **CE QU'IL RESTE DES CITOYENS DU MONDE**

**Forces et faiblesses  
d'une utopie internationaliste**

« Citoyen du monde », c'est ainsi que Gérard Depardieu s'est défini afin de justifier sa décision de quitter l'espace fiscal français pour la Russie. C'est aussi le titre que le milliardaire Carlos Ghosn a choisi pour son autobiographie. Avec ce genre d'hommage, on est bien loin du projet d'internationalisme citoyen formulé au sortir de la Seconde Guerre mondiale par le militant pacifiste américain Garry Davis. Ces deux exemples, pourtant, disent quelque chose de ce à quoi renvoie ce « label » aujourd'hui : un humanisme galvaudé, une façon « premier degré » ou cynique, selon la sensibilité, de prétendre s'inscrire dans un monde globalisé. Que s'est-il passé depuis les glorieuses années où Garry Davis faisait la une des journaux en renonçant à son passeport américain ? Que reste-t-il du réseau associatif et de ses 200 000 encartés de par le monde ? Enquête sur le mouvement des Citoyens du monde, son essoufflement progressif, mais aussi ses idées toujours pertinentes pour penser notre rapport aux frontières aujourd'hui.

### **Le premier citoyen du monde**

Tout a commencé en 1948. Ou alors avant, quand les États-Unis sont entrés dans la Seconde Guerre mondiale. Garry Davis, danseur de talent, fils d'un chef d'orchestre, était promis à une belle carrière sur Broadway quand il fut appelé à la guerre en tant que pilote. À la mort de son frère, en 1944, il s'est promis de le venger et a bombardé l'Allemagne avec ferveur. Puis le remords l'a étreint. À la fin de la guerre, il a lu dans le *New York Times* l'histoire d'un jeune diplômé américain parti pour réparer une église bombardée en Allemagne après avoir renoncé à sa nationalité. Il a décidé de faire pareil, mais avec plus d'éclat. « Cette idée est vieille comme le monde », a raconté Davis à l'auteur de *Citoyennetés*

à vendre, Atossa Abrahamian, qui l'a rencontré un an avant sa mort, en 2012. « Ils s'appelaient les cosmopolites. Il y a 2 500 ans, Socrate disait : " Ne vous désignez pas seulement comme Athéniens ou Grecs, soyez des citoyens du monde ". »

Comme Davis ne pouvait pas renoncer à ses droits depuis le territoire américain, il se rendit à Paris, où il refusa le permis de séjour de trois mois qu'on lui proposait, et se fabriqua une carte d'identité « mondiale » avec un morceau de carton. Ce fut le début du mouvement Citoyens du monde, mais aussi d'une longue vie d'apatride, passée en partie en prison à cause de sa manie de braver les frontières sans papiers en règle. « Pour sa famille, c'est terrible ce qu'il a fait », commente sa femme, Esther Peter-Davis, une pionnière du militantisme antinucléaire en France, rencontrée à Strasbourg. « Quand son père a découvert qu'il lâchait tout, Garry avait vingt et un ans. »

Comme beaucoup à cette époque, Davis redoutait l'imminence d'un troisième conflit mondial. Pour lui, la clé du problème, c'étaient les États-nations, dont la souveraineté était inversement proportionnelle à l'efficacité des Nations unies. Dans son livre *My country is the World*, il taxait l'ONU de « rassemblement glorifié de commères incapables de résoudre les problèmes majeurs du monde ». Cette jeune institution siégeait alors au palais de Chaillot, à Paris. Son territoire étant, par nature, international, Garry Davis, qui avait le sens de la mise en scène, en profita pour s'installer dans « le seul endroit de l'établissement où il [ put ] entrer », comme le rappelle Atossa Abrahamian dans son livre, le restaurant des Nations unies. Avec pour seules possessions « une Bible, une machine à écrire et les vêtements qu'il portait ».

En novembre 1948, soutenu par des personnalités comme le résistant français Robert Sarrazac, mais aussi Albert Camus ou André Breton, Davis interrompit une Assemblée générale de l'ONU. Une scène d'anthologie qui a marqué le jeune Pierre Bergé : « Nous avons obtenu une trentaine

**EN NOVEMBRE 1948, SOUTENU  
PAR LE RÉSISTANT FRANÇAIS  
ROBERT SARRAZAC, MAIS  
AUSSI ALBERT CAMUS  
OU ANDRÉ BRETON, DAVIS  
INTERROMPIT UNE ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE DE L'ONU.**

*de places au balcon», a écrit l'homme d'affaires et mécène français à la mort de Garry Davis, en 2013, « et quand le représentant de l'URSS prit la parole, Garry se leva, invectiva l'assistance et se mit à jeter des tracts ».*

### **Des passeports et des villes « mondialisés »**

L'abandon du passeport américain de Garry Davis pour un statut d'apatride fut l'acte fondateur du mouvement. Sous des airs anecdotiques, la question est centrale. « *Elle a été à l'origine d'un schisme au sein des Citoyens du monde* », se souvient Laurent Son, rencontré lors de sa permanence au siège de l'association, dans le 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris. « *Garry est celui qui est allé le plus loin en devenant apatride, alors que l'idée, pour certains, se limitait à posséder une carte d'identité Citoyens du monde en plus de sa nationalité d'origine.* » David Gallup, l'ancien avocat de Garry Davis, continue à ce jour d'émettre des passeports mondiaux à Washington. Barack Obama est titulaire de l'un d'eux, ainsi qu'Edward Snowden.

À l'époque, la standardisation des passeports était un phénomène relativement récent. Dans un passage célèbre du *Monde d'hier*, son récit autobiographique écrit en 1941, Stefan Zweig décrit la surprise que suscitaient auprès de la jeune génération ses récits de voyage sans papiers d'identité : « *Je m'amuse toujours de l'étonnement des jeunes quand je leur raconte qu'avant 1914 je voyageais en Inde et en Amérique sans posséder de passeport, sans même en avoir jamais vu un. [...] Il n'y avait pas de permis, pas de visa, pas de mesures tracassières, ces mêmes frontières qui, avec leurs douaniers, leur police, leurs postes de gendarmerie sont transformées en un système d'obstacles ne représentaient rien que des lignes symboliques qu'on traversait avec autant d'insouciance que le méridien de Greenwich.* »

Dans son *Histoire de la carte d'identité nationale*, l'universitaire Pierre Piazza rappelle que cette dernière est devenue un enjeu politique majeur avec la Première Guerre mondiale, qui coïncida avec un phénomène d'expansion urbaine sans précédent. En France, elle a commencé à être mise en place pour les nomades, puis pour les étrangers. Ensuite seulement, la pratique est devenue courante. Aujourd'hui, l'émission des papiers d'identité constitue si évidemment l'une des principales prérogatives de l'État que l'on en oublierait presque qu'il s'agit d'une création à peine centenaire.

L'initiative de Garry Davis s'inscrivait également dans la lignée du passeport Nansen, projet du Norvégien Fridtjof Nansen, commissaire pour les réfugiés à la Société des Nations, Prix Nobel de la paix en 1922 et, par ailleurs, explorateur des Pôles. L'existence de ce passeport fut de courte durée – des années 1920 jusqu'à la disparition de la SDN en 1945 – mais, dans cet intervalle, il permit à 450 000 réfugiés de rejoindre les rives d'un continent où leur vie n'était pas en danger. Parmi eux, Nabokov, Chagall, Stravinsky ou Capa.

Même si l'élan initial s'est affaibli avec les décennies, il reste du projet mondialiste de Garry Davis des registres répertoriant quelque 200 000 Citoyens du monde, ainsi qu'un important réseau de villes mondialisées. C'est-à-dire des communes qui, par ce titre, se sont déclarées à la fois terres d'accueil et territoires pacifiés. La première fut la ville de Cahors, dans le Lot, rebaptisée « Cahors-Mundi » après un vote par référendum en 1949. Dans la foulée, une centaine de villes du Lot l'ont initiée. L'année suivante, la « route de la Paix » fut inaugurée entre Cahors et le village de Saint-Cirq-Lapopie par Garry Davis, en présence de l'écrivain surréaliste André Breton, qui aura le coup de foudre pour Saint-Cirq et s'y installera durablement.

### **État des lieux d'une association essoufflée**

Aujourd'hui encore, des communes continuent de se déclarer mondialisées. Au Japon, en Allemagne, aux États-Unis, elles sont devenues légion depuis la fin des années 1940. Depuis peu, c'est sur le continent africain que le concept séduit. La localité de Kashusha, dans le Sud-Kivu congolais, s'est déclarée mondialisée en 2006. Au Togo et au Sénégal, d'autres villes ont sauté le pas ces dernières années. Mais en France, l'héritage patine.

Pour Joël Luguern, qui a longtemps été secrétaire adjoint de l'association Citoyens du monde, l'idée de Davis selon laquelle il fallait « *sensibiliser les habitants au premier niveau de l'État* » ne s'est pas véritablement ancrée. « *Beaucoup de communes concernées ignorent qu'elles ont été mondialisées* », affirme-t-il. Joël Labbé, sénateur EELV et unique parlementaire français Citoyen du monde, abonde en ce sens. Lui qui a fait adopter la Charte de la citoyenneté mondiale des territoires « *après de longs débats* » dans sa commune de Saint-Nolff, en

Bretagne, du temps où il était maire, se demande aujourd'hui comment « *donner une envergure à cette idée magnifique* », dont il reconnaît pratiquer les principes de façon plutôt discrète.

Une visite dans les locaux de l'association où sont conservés les registres, boulevard Vincent-Auriol à Paris, permet de se faire une idée du peu d'actions qui animent les lieux. Difficile de se dire que se jouent ici de fiévreux débats d'idées. Les élections de délégués mondiaux qu'on nous avait annoncées pour l'automne n'auront d'ailleurs finalement pas lieu. En fait, cela fait plusieurs années que le scénario se répète, nous apprendra plus tard Joël Luguern, membre parisien d'une branche dissidente des Citoyens, rue Victor-Duruy, créée à la suite d'une scission liée à une affaire de « *comptabilité pas nette* » qui est venue secouer le siège.

L'adresse qui revient dans les conversations quand on essaie de savoir où bat le cœur des Citoyens du monde en France, c'est la Maison de la citoyenneté mondiale de Mulhouse, incarnée depuis 2002 par la figure de Roger Winterhalter, ancien conseiller municipal et maire dans la région. Ce centre de ressources sur l'économie sociale s'intéresse aux solidarités d'ici et d'ailleurs, organise des forums citoyens et se débrouille avec « *peu de pouvoir, peu de moyens, mais beaucoup de volonté et de passion* », selon les mots de son fondateur. C'est pourtant le manque de moyens qui, d'après Joël Luguern, explique la difficulté des Citoyens à mobiliser leurs réseaux militants : « *Quand les gens prennent une carte Citoyens du monde, soit ils sont déjà militants ailleurs, chez Greenpeace ou Amnesty, soit ils le deviennent, mais pas au sein des Citoyens.* »

### **Les héritiers**

Dès lors, qui peut se targuer d'avoir repris le flambeau de l'internationalisme citoyen de Garry Davis ? Toujours boulevard Vincent-Auriol, sur le même trottoir que le siège des Citoyens du monde, se trouve celui de l'association espérantiste de langue française. Créée par Ludwik Zamenhof, un ophtalmologue polonais et polyglotte, dans les années 1870, bien avant la naissance de Garry Davis, l'espéranto a ceci de commun avec le projet des Citoyens du monde que son créateur pensait et espérait – d'où son nom – que cette langue pourrait unir le monde et encourager la paix. Aujourd'hui, ils sont entre 500 000 et deux millions

de locuteurs dans le monde à parler cette langue dépourvue de territoire. Une belle masse critique pour une langue artificielle.

Ici aussi, il est question de passeport. Pour Phil Guichet, enseignant d'espéranto, tombé dans la marmite, comme beaucoup d'autres locuteurs, grâce à Internet, le « Pasporta servo » encourage les jeunes à s'y intéresser, car c'est la promesse de futurs voyages. Ce système permet en effet aux espérantistes de loger, partout dans le monde, chez d'autres espérantistes : un service d'hébergement gratuit qui permet aussi de pratiquer la langue.

Mais une autre similitude lie espérantistes et Citoyens du monde. Alors qu'elle a depuis longtemps survécu à son inventeur, et qu'elle inquiétait suffisamment en haut lieu pour que Staline et MacCarthy y voient une « *langue d'espions* », avec de célèbres locuteurs comme Tolstoï, Jules Verne, Tolkien ou encore George Soros et des allocutions de Jean-Paul II et Benoît XVI, l'espéranto garde aujourd'hui une image ringarde.

L'économiste suisse François Grin a publié en 2005 un rapport préconisant son utilisation comme langue de travail au sein de l'Union européenne. Selon ses travaux, ceci réglerait les problèmes d'équité engendrés par l'usage d'une ou de plusieurs langues nationales, pour une économie annuelle nette de... 25 milliards d'euros. Mais l'auteur le fait en se bouchant le nez : « *Étant donné la réputation de ringardise que véhicule l'espéranto, cette dernière conclusion peut surprendre, surtout dans le cadre d'une approche qui se réfère à des concepts économiques.* » Misère.

**ALORS QU'ELLE INQUIÉTAIT  
SUFFISAMMENT EN  
HAUT LIEU POUR QUE STALINE  
ET MACCARTHY Y VOIENT  
UNE « LANGUE D'ESPIONS »,  
L'ESPÉRANTO GARDE AUJOURD'HUI  
UNE IMAGE RINGARDE.**

Faudrait-il chercher les héritiers de Garry Davis, comme se le demande Atossa Abrahamian, du côté du « *cosmopolitisme funeste* » de personnages venus des nouvelles technologies californiennes, comme Roger Ver, l'un des défenseurs

les plus célèbres de la crypto-monnaie bitcoin ? On pourrait être tenté de le croire puisque, en 2014, cet intrigant personnage a renoncé à sa nationalité américaine... mais seulement après avoir acheté un passeport de Saint-Kitts-et-Nevis, une île des Caraïbes, ses ambitions en matière de business nécessitant une mobilité que le statut d'apatride ne favorise guère. Saint-Kitts a la particularité d'avoir été le premier État à pratiquer la « *citoyenneté par investissement* », ce qui, comme son nom l'indique, consiste à délivrer des passeports en échange de placements importants – en l'occurrence, 400 000 dollars minimum. Roger Ver vient d'ailleurs d'y créer l'entreprise Passports for bitcoin. On est bien loin de la vision pacifiste et universaliste de Garry Davis.

**LE RÉSEAU DES NO BORDER EST UN HÉRITIÈRE PLUS PROBANT DE L'INTERNATIONALISME CITOYEN QUE LES COSMOPOLITES CYNIQUES DE LA SILICON VALLEY.**

Reste le réseau des No Border. Voilà des héritiers plus probants de l'internationalisme citoyen que les cosmopolites cyniques de la Silicon Valley. La raison d'être de ce mouvement né à la fin des années 1990 en Allemagne, et devenu depuis un réseau international, c'est l'abolition des

frontières et de la distinction entre « citoyen » et « non-citoyen », avec pour cible principale la forteresse Europe. En France, on a récemment entendu parler de leurs actions dans la jungle de Calais ou encore à la frontière franco-italienne, à Vintimille ou Menton. Ils ont par exemple monté des dossiers sur les violences policières contre les réfugiés et dénoncé le « *système d'apartheid* » frappant ces derniers. Est-ce à cause de la nature des idées qu'il défendent ou de la nature autonome et autogestionnaire du mouvement ? Les No Border connaissent en tout cas le même genre de difficultés que Garry Davis avec les pouvoirs publics : ils font l'objet d'attaques des représentants politiques locaux et nationaux qui cherchent à les décrédibiliser.

### **Des idées pour aujourd'hui et pour demain**

Il suffit pourtant de regarder autour de soi pour constater l'intensification de la violence aux frontières et des effets de ségrégation inhérents à cette violence. La moitié des murs qui se dressent actuellement dans le monde sur des frontières

ont été érigés depuis 2010 et un nombre équivalent sont en cours de réalisation. On connaît pourtant l'incapacité des murs à empêcher les mouvements migratoires, comme en témoignent par exemple les cent cinquante tunnels passant sous la frontière mexicano-américaine.

Les flux migratoires que l'Europe connaît aujourd'hui, et qui sont les plus importants depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, invitent à réfléchir, dans le sillage de Garry Davis, à notre rapport aux frontières, c'est-à-dire en réalité aux rapports entre sédentaires et nomades. Dans son essai *Violent Borders. Refugees and the Right to Move* (Verso, 2016), le géographe Reece Jones rappelle que depuis les premières formes de sédentarisation, l'histoire de l'humanité pourrait presque être résumée aux tensions entre groupes sédentaires et groupes nomades, ces derniers étant toujours perçus comme une menace potentielle par ceux qui ont (ou croient avoir) un territoire à défendre.

Pour Reece Jones comme pour les No Border, les frontières créent une hiérarchie entre droits des citoyens et droits de l'homme ; les premiers prenant, dans la logique actuelle, le pas sur les seconds. « *Le durcissement et la militarisation des frontières* » sont une manifestation de « *la redéfinition et de l'expansion de la souveraineté des États* », écrit Reece Jones, qui voit dans ces inégalités structurelles liées à la détention d'un passeport de tel ou tel État une pratique qui sera perçue comme absurde par les générations futures. Après tout, un système de suffrage électoral excluant les femmes et les Noirs était encore en vigueur en France ou aux États-Unis il y a tout juste quelques décennies.

Ce que Stefan Zweig ne pouvait deviner en écrivant *Le Monde d'hier* en 1941, c'est que le passeport autrichien deviendrait le quatrième passeport le plus puissant du monde, selon le classement annuel du site Passport index, car il permet à *tous* ses citoyens, et pas seulement aux plus aisés, de voyager dans cent cinquante-cinq pays sans visa. Le passeport le plus puissant est celui de l'Allemagne, avec cent cinquante-huit entrées ; le deuxième celui de la Suède, avec cent cinquante-sept entrées ; et le troisième celui de la France. Le passeport afghan arrive bon dernier avec seulement vingt-quatre entrées.

Ce qui fait sens, dans l'héritage intellectuel de Garry Davis, ce n'est pas tant d'exiger l'abolition pure et simple des frontières, qui pose entre autres problèmes celui de réduire le débat à un stérile « Pour ou contre les frontières », que de travailler à plusieurs niveaux sur la réduction des inégalités structurelles mises au jour par les flux migratoires et la mobilité arbitraire que permettent certains passeports et pas d'autres. Reece Jones propose par exemple de réfléchir à un salaire minimum mondial pour les fabricants de produits destinés à une consommation internationale.

L'autre axe de réflexion de Garry Davis, qui a encore toute sa pertinence dans la période actuelle, c'est de contourner la souveraineté des États-nations par le haut et par le bas. Avec son ambition de créer un gouvernement supranational, ainsi que des territoires mondialisés de la taille d'une commune, Garry Davis ne soulignait pas autre chose que la nécessité d'un écosystème gouvernemental.

Aujourd'hui, l'idée est revenue à la fois par la porte de l'écologie et par celle de la crise de la représentation démocratique. Une proposition récente des Citoyens du monde du 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris, reprise par Nicolas Hulot en amont de la COP21, visait à créer une entité supranationale dédiée à l'environnement. Benjamin Barber, ancien conseiller de Bill Clinton et auteur de l'essai *Et si les maires gouvernaient le monde ?*, a pour sa part été à l'origine d'un courant de pensée qui a abouti à la création en septembre 2016, à La Haye, d'un Parlement international des maires (Global Parliament of Mayors) composé d'une soixantaine d'élus locaux à ce jour.

Barber est parti d'un double constat : nous sommes confrontés à des défis qui sont par nature sans frontière (le sida, le terrorisme, la crise migratoire...) et quand nous nous tournons vers le politique pour trouver des solutions, nous faisons face à des institutions mises en place il y a quatre cents ans par des États-nations souverains. Fille de la cité grecque, la démocratie n'aurait-elle pas le pouvoir de renaître grâce au pouvoir des villes ? La question est ouverte, et elle n'a rien de ringard.